



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'entreprise Matt à Chaourse

Question au Gouvernement n° 2096

Texte de la question

SITUATION DE L'ENTREPRISE MATT À CHAOURSE

M. le président. La parole est à Mme Aude Bono-Vandorme.

Mme Aude Bono-Vandorme. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, je souhaite appeler à nouveau votre attention sur les difficultés rencontrées par l'entreprise Matt, située dans ma circonscription, à Chaourse, commune rurale de 532 habitants.

La Matt est détenue par le groupe Trèves, équipementier automobile implanté dans dix-sept pays et réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 600 millions d'euros. En mai 2009, le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles, géré par BPIFrance, a investi 55 millions d'euros dans le groupe Trèves pour permettre de redresser sa situation financière. Cette participation, qui s'élève à 43 % du capital du groupe, permet à l'État de disposer d'une place au conseil d'administration, et lui donne un rôle stratégique.

En un peu plus de quinze ans, les effectifs de Matt sont hélas passés de 500 à 97 salariés ; le dernier plan social remonte au mois de juin 2017. La mobilisation de l'ensemble du personnel a permis aux salariés d'obtenir quelques concessions de la part du groupe ; mais l'accord n'a pas été entièrement respecté.

Depuis des années, le chiffre d'affaires ne cesse de diminuer. Les nouveaux marchés sont octroyés aux autres usines du groupe ; les 97 salariés subissent des mesures de chômage partiel, ce qui se ressent sur leur fiche de paie comme sur leur moral. Les carnets de commande arrivent à échéance en 2019-2020. Sans repreneur, cette seule entreprise locale fermera et tous les salariés seront au chômage.

J'ai appelé votre attention sur cette situation dès mon élection, en juin 2017 ; deux réunions ont été organisées à Bercy en juin 2018. Malheureusement, aucune solution n'a encore été trouvée. En mars 2019, à une question posée par ma collègue Anne-Laure Cattelot, vous disiez, monsieur le ministre : « je me battrais pour chaque emploi industriel menacé ».

Comment entendez-vous agir concrètement pour parvenir à une solution ?

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. La situation de l'entreprise Matt, située à Chaourse et spécialisée dans la fabrication d'équipements en mousse polyuréthane pour l'industrie automobile, est effectivement délicate. Elle appartient à un groupe qui, lui-même, traverse une passe difficile ; il a même plusieurs fois été au bord de la faillite. C'est pour cette raison que, dès 2009, le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles s'est intéressé au groupe Trèves ; cette entreprise familiale

de taille intermédiaire fait partie de ce tissu d'entreprises que nous souhaitons accompagner.

L'État suit également la situation de Matt, dont les marchés historiques – véhicules utilitaires et petits véhicules urbains – connaissent une baisse régulière en France, ce qui explique la sous-activité du site. De surcroît, un conflit social en 2017 a conduit à l'interruption des livraisons aux clients et à l'arrêt des chaînes d'assemblage de véhicules ; cela rend très difficile aujourd'hui la recherche et l'obtention de nouvelles commandes pour le site.

Face à cette situation, le Gouvernement est mobilisé aux côtés de l'entreprise comme des salariés. Nous poursuivons, avec le groupe Trèves, la recherche d'activité pour le site, en le faisant bénéficier, pendant cette recherche, de mesures de chômage partiel, de façon à permettre au temps d'amener des repreneurs.

Nous sommes aux côtés du groupe Trèves parce qu'il est lui aussi mobilisé pour cette transformation : c'est la contrepartie de cette aide que nous apportons au groupe. L'engagement de tous est entier. Mais certains secteurs du marché de l'automobile connaissent des restructurations importantes ; nous devons accompagner cette transition à la fois écologique et sociale. C'est pourquoi nous sommes mobilisés aux côtés des salariés.

Demain, le préfet réunira l'ensemble des parties prenantes pour faire le point sur ce dossier et ouvrir des perspectives. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Aude Bono-Vandorme](#)

Circonscription : Aisne (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2096

Rubrique : Administration

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juin 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juin 2019](#)